

Focus

Croissance économique

Le Satisfecit du FMI

● Dans une nouvelle actualisation du suivi de l'évolution de la conjoncture économique, le FMI s'est dit satisfait de la situation macroéconomique du Maroc. Les prévisions de croissance pour 2016 ont certes encore été revues à la baisse, mais l'institution s'attend à ce que les réformes structurelles engagées dynamisent davantage l'économie nationale.

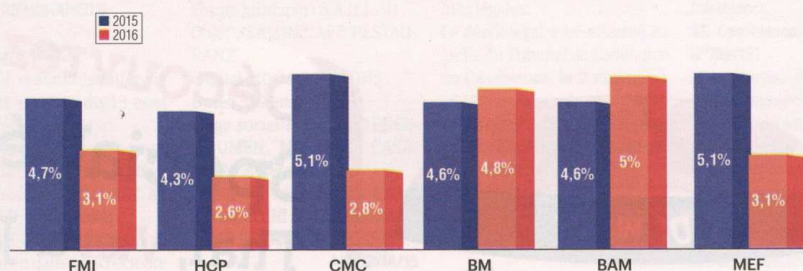
La lune de miel entre le Maroc et le FMI se poursuit avec une nouvelle note de l'institution sur le suivi de l'évolution de la situation économique du Maroc. Le Conseil d'administration, qui s'est réuni le 14 décembre dernier, s'est penché sur la situation de l'économie nationale et les perspectives pour les prochaines années, un exercice régulier qui entre dans le cadre des consultations entre le FMI et le Maroc, conformément aux dispositions de la Ligne de précaution et de liquidité (LPL) accordée au Maroc depuis 2012 et qui a été reconduite en 2014. Selon le FMI, à quelques mois de la fin de l'exercice budgétaire 2015, «la situation macroéconomique du Maroc continue de s'améliorer». La croissance du PIB devrait se redresser à 4,7 % en 2015, après avoir marqué le pas en 2014 (2,4%) et pour 2016, elle se hisserait à 3,1%. Il s'agit d'un rythme proche des 3% que prévoit le gouvernement, mais loin de l'optimisme affiché par le FMI qui projetait, en début d'année, un taux de 5% pour l'exercice prochain. Les estimations du FMI s'avèrent également plus optimistes que ceux du HCP ou du CMC, qui prévoient une nouvelle baisse de régime de la croissance en 2016. Il faut dire que les incertitudes planent encore sur les risques externes, notamment les tensions géopolitiques et la situation économique dans la zone euro. En prenant en compte, une production agricole moyenne, les experts du FMI n'ont pas écarté les conséquences qu'engendrent déjà ces facteurs à risques externes. Il s'agit principalement des risques géopolitiques régionaux qui affectent déjà le secteur du tourisme alors que la croissance des secteurs des industries manufacturières traditionnelles, comme le textile, reste encore atone. Autres zones d'ombre au tableau, le FMI qui reprend, pour l'essentiel les statistiques officielles, le taux de chômage a légèrement progressé à 10,1%, au 3e trimestre de l'année en cours et le chômage des jeunes est particulièrement élevé avec un niveau estimé à 21,4%. L'inflation, en glissement

annuel, est, par contre, restée faible, aux alentours de 1,4%, en glissement annuel au mois d'octobre, reflétant ainsi la baisse des prix alimentaires. «Les déséquilibres extérieurs ont considérablement baissé», confirme, une fois de plus, l'institution de Bretton Woods qui s'attend à ce que le déficit du compte courant se réduise à 1,5% du PIB en 2015, contre 5,7% en 2014. Selon le FMI, les exportations des nouveaux secteurs industriels en pleine montée en puissance ainsi que celle du phosphate qui reste soutenue, la baisse des importations des produits énergétiques et alimentaires ainsi que le bon cru des envois de fonds, ont relativement compensé l'impact de la baisse des revenus tirés du tourisme. En conséquence, et avec un flux des IDE toujours en hausse, les réserves internationales permettent de couvrir actuellement plus de 6,5 mois d'importations.

Le gouvernement dans les temps

Le gouvernement est donc dans les temps et la stratégie combinée d'assainissement de la situation macroéconomique et celle de réorientation structurelle des relais de croissance, commencent à porter

PRÉVISIONS DE CROISSANCE



leurs fruits. Le FMI s'attend toujours à la poursuite de la consolidation de la situation budgétaire, et les autorités sont sur la bonne voie d'atteindre l'objectif d'un déficit budgétaire de 4,3% du PIB, en 2015, suite aux économies réalisées grâce à la réduction des dépenses de subvention, ce qui a eu pour effet de compenser la baisse des recettes fiscales, en raison de la baisse des ressources de la TVA sur les marchandises importées. De même, le FMI confirme la bonne dynamique du secteur financier. Selon l'évaluation des experts du FMI, l'un des aspects les plus positifs de l'économie marocaine est d'ailleurs la santé qu'affiche le secteur financier, grâce aux efforts de la Banque centrale (BAM), dont la politique monétaire actuelle, qui intervient dans un contexte de faible inflation et de ralentissement de la croissance du crédit, a été approuvée par les administrateurs du FMI. L'occasion pour eux d'encourager les autorités à finaliser la révision de la nouvelle loi de la Banque centrale, ce qui permettra de «renforcer son indépendance et d'élargir ses pouvoirs de surveillance et de son mandat».

Perspectives prometteuses

Au delà de l'évolution actuelle de la situation économique, le FMI a fait des estimations par rapport

aux perspectives, à court et moyen termes, de la croissance du pays. «Les perspectives à moyen terme sont favorables, mais restent vulnérables à des conditions externes fragiles et à des risques géopolitiques», ont souligné les administrateurs de l'institution financière internationale qui ont salué l'engagement continu des autorités à promouvoir des politiques saines et vigoureuses, notamment en matière de réformes destinées à réduire les vulnérabilités et à promouvoir la création d'emplois ainsi qu'une croissance économique dynamique et plus inclusive. Selon les projections du FMI, le rythme de croissance de l'économie marocaine pourrait se stabiliser aux alentours de 5%, à l'horizon 2020, en dépit de la persistance des risques, comme la poursuite de la morosité économique dans la zone euro ou l'augmentation des prix internationaux du pétrole. Une croissance plus forte à moyen terme dépendra de la poursuite des réformes globales, notamment pour l'efficacité du marché du travail, l'accès au financement, une éducation de qualité, l'efficacité des dépenses publiques, et de nouvelles améliorations à l'environnement de l'entreprise. Enfin, une meilleure couverture des soins de santé, la réduction continue de la pauvreté et des disparités régionales seront également indispensables pour parvenir à une croissance durable et plus inclusive. Pour le FMI, la poursuite des efforts pour améliorer l'environnement des affaires, ainsi que la réforme du marché du travail, et une efficacité accrue des dépenses publiques d'éducation, sera essentielle pour soutenir la croissance, réduire le chômage, en particulier parmi les jeunes, et de renforcer la compétitivité. Les administrateurs ont, de ce fait, salué les progrès réalisés en matière d'amélioration de la gouvernance et s'impatientent de voir la stratégie nationale contre la corruption, tout en attendant, avec intérêt, de nouveaux progrès dans la promotion de la bonne gouvernance.

PAR **ABOUBACAR YACOUBA BARMA**
a.barma@leseco.ma